

Les organisateurs

PIGMA

Plateforme d'Information Géographique Mutualisée en Aquitaine



AFIGÉO

Association Française pour
l'Information Géographique

04/05 AVRIL 2013

À BORDEAUX

LE ROCHER DE PALMER / CENON

SYNTHESE DES RENCONTRES

7^{ÈME} RENCONTRES

DYNAMIQUES RÉGIONALES en INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

«Coproduction de données pour la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques»



Synthèse réalisée par :
Elise LADURELLE-TIKRY (AFIGEO)
Blandine DEWYNTER (DEWYNTER Conseil)



SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
AVANT-PROPOS	4
OUVERTURE DES RENCONTRES	5
<i>Extrait du discours du Colonel MATHIEU</i>	5
<i>Extrait du discours de Bruno LAFON</i>	5
<i>Extrait du discours de Dominique CAILLAUD</i>	6
<i>Extrait du discours de Nathalie MANET-CARBONIÈRE</i>	6
<i>Extrait des discours d'Hervé DURAND et Jean-Pierre THIBAUT</i>	7
INTRODUCTION	8
<i>Intervention de Jean-Christophe VICTOR</i>	8
TABLE RONDE 1 : La production coordonnée de données publiques : de la symbolique à l'opérationnel...	9
<i>Intervention de Pierre MACÉ</i>	9
<i>Intervention de Matthieu NOUCHER</i>	10
<i>Intervention de Christine ARCHIAS</i>	10
<i>Intervention de Marc LÉOBET</i>	11
<i>Intervention de Jean-Loup DELAVEAU</i>	12
Signature du protocole d'accord entre PIGMA et l'IGN sur l'Adresse	13
TABLE RONDE 2 : Vers une description commune des territoires...	14
<i>Intervention de Robert BALANCHE</i>	14
<i>Intervention d'Amandine LAFFERRAIRE</i>	15
<i>Intervention de Fabien BLANCHET</i>	16
<i>Intervention de Yannick LEBEAU</i>	16
<i>Intervention du Colonel François COLOMÈS</i>	17
<i>Intervention de Benoît GOURGAND et de Thierry TOUZET</i>	18
TABLE RONDE 3 : Actualités des CRIGES	19
<i>Intervention d'Yves RIALLANT</i>	20
<i>Intervention de Jade GEORIS-CREUSEVEAU</i>	21
<i>Intervention de Laurent PIGACHE</i>	21
ATELIERS : Les bonnes pratiques	23
<i>Atelier 1 – Aménagement du territoire : urbanisme, réseaux</i>	23
<i>Atelier 2 – Aménagement du territoire : littoral, agricole et forestier</i>	25
<i>Atelier 3 – Gestion des risques : quels services pour les territoires</i>	28
TABLE RONDE 4 : La filière de l'information géographique	30
<i>Intervention de Matthieu NOUCHER et de Grégoire FEYT</i>	30
<i>Intervention d'Alain PRALLONG</i>	31

<i>Intervention de François GILBERT</i>	31
CLOTURE DES RENCONTRES	32
ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	33
LES ORGANISATEURS ET PARTENAIRES DES RENCONTRES	35
<i>Les organisateurs</i>	35
<i>Les partenaires Aquitains</i>	35
<i>Les entreprises exposantes</i>	35
<i>Les rédacteurs de la synthèse</i>	36

AVANT-PROPOS

Organisées les 04 et 05 avril 2013 à Bordeaux (Rocher de Palmer / Cenon), les 7^{èmes} Rencontres des dynamiques régionales en information géographique ont été préparées et accueillies par PIGMA (la plate-forme de l'information géographique mutualisée en Aquitaine) et par l'AFIGEO (l'Association Française pour l'Information Géographique). Avec une participation record de 440 participants, de 50 intervenants, de 15 entreprises partenaires, cette 7^{ème} édition a été un véritable succès.

L'AFIGEO et PIGMA remercient vivement toutes les parties prenantes qui ont contribué à la réussite de ce projet collectif : les partenaires de PIGMA (l'Europe, l'Etat, le Conseil Régional d'Aquitaine, les Associations de DFCI, les Services d'Incendies et de Secours de la région et l'ONF), l'IGN, et les entreprises privées qui ont participé à l'animation du salon d'exposition.

Depuis les 1^{ères} Rencontres des dynamiques régionales en information géographique (juin 2005, Poitiers), l'AFIGEO produit une synthèse des présentations et des échanges qui ont lieu durant ce rendez-vous incontournable des acteurs français de l'information géographique. Ainsi, toute l'équipe chargée de l'organisation des 7^{èmes} Rencontres est heureuse de publier le présent document.



Source : PIGMA, juin 2013

JEUDI 04 AVRIL 2013

OUVERTURE DES RENCONTRES

Extrait du discours du Colonel MATHIEU

SDIS¹ de la Gironde

La problématique de Défense des Forêts Contre l'Incendie fédère depuis 1995 les SDIS autour du partage de cartes. C'est donc naturellement que les SDIS ont participé activement au projet de mutualisation Aquitain. En faisant partie des membres fondateurs du Groupement d'Intérêt Public Aménagement du Territoire et Gestion des Risques en 2005, puis en soutenant la création de la Plateforme de l'Information Géographique Mutualisée en Aquitaine (PIGMA) en 2008 confié au GIP par l'Europe, l'Etat et le Conseil Régional.

Les SDIS d'Aquitaine contribuent à l'autofinancement de la dynamique PIGMA par des journées-hommes sur le terrain qui permettent la mise à jour en continu de la cartographie aquitaine. Ils participent à la dynamique d'échange durable au service de la gestion des risques, de l'aménagement du territoire, pour éclairer la prise de décision publique.

Le thème de ces 7^{èmes} Rencontres « Coproduction de données » est d'autant plus pertinent, que l'Aquitaine a développé une tradition de la mutualisation. Le temps de la décision publique s'accélère et nécessite de travailler en interservices, à des échelons très différents, communes, départements, régions. C'est donc une opportunité d'accueillir des intervenants locaux, nationaux, issus d'organismes publics ou privés, ainsi que des représentants européens.

Extrait du discours de Bruno LAFON

Président du GIP ATGeRi¹

La région Aquitaine abrite le plus grand massif forestier français. Dans ce contexte, la prévention des risques est naturellement un enjeu crucial intégré dans les politiques d'aménagement du territoire. Depuis 17 ans, le GIP ATGeRi travaille ainsi en partenariat avec tous les acteurs de l'action publique, notamment avec les SDIS d'Aquitaine. Leur engagement au sein du projet PIGMA est primordial, et l'enrichissement de la cartographie au quotidien par les pompiers permet une meilleure description du territoire.

¹ Les abréviations, sigles et acronymes sont développés p. 33 et p. 34.

D'une part, il s'agit de préserver le massif forestier contre les incendies. De l'autre, une cartographie efficace permet de préserver l'argent public. Même si ces aspects ne relèvent pas directement de ses compétences, le Conseil régional a adhéré au projet proposé par le GIP dès ses débuts.

Aujourd'hui, PIGMA est une banque organisée de données, partagée entre 426 partenaires ! Elus, décideurs, gestionnaires du territoire apprennent à échanger des données, à mutualiser l'achat de référentiels... mais aussi à parler un langage commun grâce aux SIG. Ces outils facilitent la prise en compte de données multiples et éclairent la décision publique. La coproduction de données, notamment avec des partenaires comme l'IGN et GRDF, est toute aussi utile pour l'évaluation des politiques publiques...

Bruno LAFON a tenu particulièrement à signifier sa reconnaissance pour leur confiance à l'AFIGEO et pour leur soutien à l'Union Européenne, à l'Etat, au Conseil Régional d'Aquitaine ainsi qu'aux les membres du GIP ATGeRi.

Extrait du discours de Dominique CAILLAUD

Président de l'AFIGEO

Ces Rencontres des dynamiques régionales sont à resituer dans leur contexte : mise en place de la directive européenne INSPIRE, renforcement de l'échelon régional (les CRIGEs, centres régionaux de l'information géographique, sont salués pour les dynamiques qu'ils impulsent en région) et démocratisation de l'information géographique, notamment grâce aux Smartphones.

En réponse à une réforme progressive de nos habitudes, à la suppression des monopoles sur les données, l'information géographique est devenue synonyme de communautés d'utilisateurs interactives les unes avec les autres. Structure moléculaire, lien entre territoires, elle est interdépendante des réseaux locaux, régionaux, nationaux et européens. A chaque territoire de se l'approprier et d'être responsable de la création de richesses à partir des données dont il dispose.

L'information géographique n'est pas qu'un simple outil technique : elle est à prendre en compte dans la structure de décision et peut se révéler être un levier économique exceptionnel. A titre indicatif, les retombées d'une adresse bien géolocalisée ont été estimées à 0,5 point de PIB en Allemagne... Aux décideurs de s'inscrire aujourd'hui dans l'économie numérique ; à chaque territoire de trouver ses propres applications.

Extrait du discours de Nathalie MANET-CARBONIÈRE

Conseillère régionale déléguée aux TIC, Conseil régional d'Aquitaine

Représentante d'Alain ROUSSET, Président du Conseil régional d'Aquitaine, Nathalie MANET-CARBONIÈRE a indiqué que la région Aquitaine était une des régions pionnières sur les questions relatives à l'ouverture des données et à la transparence des politiques publiques.

Prochainement, un nouveau service d'information cartographique dynamique intitulé « Près de chez moi » sera disponible en ligne. Cet outil, dont le Conseil régional d'Aquitaine est maître d'ouvrage, propose une base de données géocodées, constituée par le GIP ATGeRi, sur les services de proximité en région (services liés à la santé, par exemple).

Le GIP ATGeRi a, par ailleurs, développé une plate-forme de services Web nommée Gr@ce. Celle-ci permet de gérer, en toute mobilité, de la donnée standardisée et d'en assurer la qualité. Elle facilite la gestion des infrastructures Télécom (cartographie, mise à jour, aide en ligne de la déclaration relative à la loi L.49, etc.)

Depuis 2008, le GIP ATGeRi assure la gestion de la plate-forme d'information géographique mutualisée en Aquitaine (PIGMA) qui propose, dans son catalogue, plus de 1 800 couches de données. Standardisées suivant les normes nationales et européennes, ces données concernent des thématiques comme l'occupation du sol et permettent de faire les meilleurs choix possibles en termes de stratégies territoriales, d'évaluation des politiques publiques, d'aide aux usagers au quotidien...

Extrait des discours d'Hervé DURAND et Jean-Pierre THIBAUT

DRAAF Aquitaine - DREAL Aquitaine

Pour la DREAL comme pour la DRAAF, PIGMA est un précieux outil de mutualisation des données sociales, économiques et environnementales. Pour mener à bien un projet, il est plus aisé de partir de données regroupées au sein d'un seul et même espace, que de données éparées.

Parmi les chantiers actuels, PIGMA travaille sur la numérisation des documents d'urbanisme de la région. A ce jour, 4/5^{ème} des PLU sont déjà numérisés sachant que l'actualisation des données relève du ressort de chaque collectivité locale. La plate-forme aquitaine travaille également sur des données environnementales, liées aux risques (naturels, technologiques...), à l'évolution de l'occupation des sols, etc.

L'Observatoire du suivi de l'utilisation des sols en Aquitaine, communément appelé NAFU («Espaces Naturels, Agricoles, Forestiers et Urbains»), a ainsi monté la forte attractivité démographique de la région et l'étalement de l'habitat qu'elle engendre. L'accroissement de la population de 1 % en Aquitaine a entraîné 2,5 % d'artificialisation en plus de terres !

Malgré les « résistances », le processus collaboratif améliore l'efficacité des politiques publiques sans retirer de compétences aux différents services. Des défis collectifs sont au cœur de la stratégie de la plate-forme régionale. En s'appuyant sur la géographie, il s'agit de définir les politiques publiques de demain : reconstitution du massif forestier, gestion de la consommation foncière, planification des risques, mesure des conséquences environnementales...

INTRODUCTION

Intervention de Jean-Christophe VICTOR

Expert en géopolitique, Directeur du LEPAC et auteur de l'émission "Le Dessous des Cartes" (Arte, TV5)

En tant que grand témoin, Jean-Christophe VICTOR a introduit ces Rencontres en montrant que la carte était, avant tout, un outil pédagogique, politique et économique, au service des territoires et des citoyens. Elle permet de retracer l'histoire et d'anticiper l'avenir.

Sa démonstration a été illustrée de cartes inédites, anamorphiques : cartes mondiales de la population en 1950, 2012 et 2050 ; cartes du vieillissement de la population dans différents pays de l'espace Schengen ; cartes permettant de comparer, à l'échelle internationale, le PIB, l'évolution de la population et la consommation des pays...

TABLE RONDE 1 : La production coordonnée de données publiques : de la symbolique à l'opérationnel...

Modérateur : Yves RIALLANT

Délégué général, AFIGEO

A l'heure du développement des technologies de l'information, du mouvement d'ouverture des données publiques et de la mutualisation des compétences inter-organismes, la production coordonnée de données géographiques prend différentes formes. De la symbolique à l'opérationnel, des intervenants sont venus présenter leur expérience et leur vision de la production et de l'échange de données géographiques.

Intervention de Pierre MACÉ

GIP ATGeRi

[PIGMA : un réseau qui mutualise au service de la décision publique aquitaine](#)

La Plateforme d'Information Géographique Mutualisée PIGMA est née de 17 ans de collaboration interdépartementale en interservices. De cette collaboration est apparue la nécessité du partage de l'information pour faciliter et éclairer la décision publique.

Avec un « pot commun » de 1 800 couches, partagées entre près de 430 partenaires, accessible sur le site www.pigma.org visité plus de 2 500 fois par mois, PIGMA, lancée en 2008, est un réseau en pleine expansion. D'abord réservé aux spécialistes topographes (dans les années 70), puis à des utilisateurs métiers (dans les années 90), ce type de services s'ouvre au grand public. PIGMA est basée sur la mutualisation et la co-production de données. C'est une bourse d'échange de données qualifiées (1700 données cataloguées), structurées et mises à jour grâce à une dynamique de réseau.

Aujourd'hui le défi pour PIGMA est davantage d'ordre organisationnel que technique. En effet, il s'agit maintenant d'accompagner, d'animer le développement de cette communauté unique en Aquitaine. Cette animation passe par l'écoute des partenaires, l'animation de groupes de travail métier, l'organisation d'évènements (rencontres et formations), la diffusion d'informations...

La diversification des modes de production (de l'achat de données de référence de l'IGN à la coproduction participative) comme celle des modes de diffusion (de l'atlas papier à l'extraction de données via des appareils mobiles) concourt à l'accroissement du patrimoine numérique et de ses usages. Il s'agit maintenant d'apprendre à coopérer et à coproduire ensemble afin de rendre de véritables services aux utilisateurs...l'objectif étant d'accélérer la prise de décision publique, faciliter les approches entre territoires...

PIGMA a de nouveaux enjeux à relever pour l'avenir : identifier le producteur légitime de la donnée,

définir le partenaire en charge de tel ou tel zonage, proposer des méthodes structurantes que tous les partenaires peuvent s'approprier... et avoir l'énergie pour mettre en œuvre toutes ces actions !

Intervention de Matthieu NOUCHER

Laboratoire ADES, Université Bordeaux III

[Du partage de données au partage de connaissances](#)

De la banque de données urbaines (années 70) au GéoWeb 2.0 (années 2010), des experts de la mesure aux internautes, l'information géographique s'est structurée autour de « silos » puis de « réseaux » d'acteurs de plus en plus nombreux, aux profils de plus en plus variés. Une des révolutions majeures dans cette structuration a été la sortie de Google Maps en 2005.

Entre temps, les modes de production ont évolué. De la production sur étagère (exemple du RGE® de l'IGN) à la « co-production ouverte », plusieurs types de production sont possibles : production partenariale, autoproduction, « co-production encadrée » (dans le cadre de groupes de travail, par exemple), « co-production qualifiée » (exemple : faune-aquitaine.org), « co-production ouverte »...

Parallèlement, les modes de diffusion se sont multipliés (cartothèque, cartographie dynamique, API cartographique... et plate-forme de téléchargement) avec l'arrivée de nouveaux profils de réutilisateurs. Les interactions (« porosités ») entre ces deux mondes sont de plus en plus fortes : aux IDG de favoriser leur rencontre afin de confronter les points de vue... et de garantir la cohérence de la production et de la diffusion de la donnée.

A titre d'exemple, à partir d'un même jeu de données fourni par CIGAL mais de quatre méthodes différentes, quatre cartes ont été produites sur l'évolution des surfaces urbanisées d'un village alsacien. Les surfaces urbanisées représentées varient de 164 à 260 hectares d'une carte à l'autre... De même, les disparités entre les catalogues de données et celles entre les groupes thématiques proposés par 20 IDG régionales sont édifiantes.

Entre 2005 et 2013, les réseaux d'acteurs se sont structurés (AFIGEO, Réseau des CRIGEs, etc.) et les obstacles techniques se sont partiellement levés. En revanche, les blocages organisationnels persistent. Un nouveau chantier s'ouvre sur le tri des données, la négociation sur le sens à leur donner, l'association possible de ces données... et l'évolution des enjeux cognitifs.

Intervention de Christine ARCHIAS

CRIGE PACA

[Le rôle des IDG régionales dans la co-production de données métiers](#)

Aujourd'hui, l'« interopérabilité n'est plus un rêve inaccessible ». Les données métiers, les portails, les leviers d'action (directive INSPIRE, mouvance Open Data...) existent et se multiplient ; l'information géographique foisonne, est visible et accessible. Le contexte s'y prête : accessibilité des référentiels, développement des usages quotidiens, modernisation de l'action publique...

Cependant, encore beaucoup reste à faire. Il est nécessaire de continuer à s'organiser à l'échelle locale comme à l'échelle européenne ; en s'appuyant sur des réseaux, des structures telles que le CNIG ou l'AFIGEO au niveau national, le CRIGE PACA au niveau régional.

Réseau géomatique régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, le CRIGE PACA réunit potentiellement plus de 1 500 organismes et 3 200 usagers, provenant de services déconcentrés de l'État, de collectivités territoriales, d'universités, de laboratoires de recherche... mais aussi de structures issues du secteur privé (qui représente 5 % des abonnés du géoportail régional).

Pour animer ce réseau, le CRIGE PACA a mis en place 9 pôles métiers (Mer et Littoral, Forêt, Urbanisme...). Ces pôles sont animés par 11 thématiciens, mobilisent environ 500 participants réguliers et représentent près de 30 réunions par mois. Lieux neutres et ouverts, ces pôles facilitent l'expression des organismes tout en renforçant les liens entre eux et en valorisant leur contribution à des projets communs.

En participant à ces pôles, les usagers s'engagent à cataloguer leurs données, spécifier collectivement des données, cofinancer et/ou coproduire de nouvelles données, s'organiser pour les actualiser... Pour sa part, l'animateur définit les stratégies et axes de travail du pôle, recherche des financements, communique sur les travaux en cours ou réalisés, etc. Au niveau régional, l'IDG entend les besoins du terrain, réunit les acteurs, établit et fait respect les feuilles de route... et coordonne les actions des différents pôles.

Intervention de Marc LÉOBET

MIG – MEDDE

L'effort de l'interopérabilité

Même si le cadre juridique de l'interopérabilité reste « lointain » (2017 / 2020), il est réel et rien d'ambitieux ne peut être construit si ce n'est ensemble. Les efforts sur l'interopérabilité se traduisent par des gains importants : modélisation et donc meilleure évolutivité des systèmes d'information, économie d'argent public, échange de bonnes pratiques, valorisation des actions...

En s'appuyant sur la modélisation des autres structures, il s'agit de faire des économies de conception en évitant certains écueils, d'avoir un gage de robustesse en utilisant des manœuvres déjà testées, de se concentrer sur les « vrais particularismes et les manques à partir du modèle commun » et de gagner en productivité.

Ainsi, la COVADIS est une structure interministérielle qui, animée par trois ingénieurs de l'État, valorise les standards de modèles de données géographiques selon un processus de type INSPIRE (modélisation UML, appel à commentaires, tests par les parties-prenantes, labellisation nationale, communication...).

En matière d'aménagement numérique du territoire, par exemple, le Conseil régional d'Aquitaine a proposé un modèle riche en données (chambres, locaux techniques...). Ce modèle, conforme au point de vue du gestionnaire, est devenu un standard de la COVADIS. Pour les réseaux d'utilité publique, les grands gestionnaires de réseaux (Veolia, etc.) ont demandé à l'État de normaliser les exports vers les collectivités locales : une normalisation qui s'avère aussi utile dans la réduction des coûts du secteur public comme du secteur privé.

La pression actuelle mène à la standardisation. Elle favorise un investissement économique rentabilisé dans la conception, la maintenance et l'export. Néanmoins, cette standardisation a un prix : la fin des particularismes locaux. Avec la participation de toutes les parties prenantes et une gouvernance ouverte, les réponses apportées sont et seront adaptées aux besoins opérationnels. A noter que le 08 avril est prévu le vote du projet de règlement pour les annexes 2 et 3 de la directive INSPIRE...

Intervention de Jean-Loup DELAVEAU

CERTU

Standardisation & coproduction des données géographiques

La standardisation des données répond à un certain nombre de constats : les données sont très hétérogènes (« presque autant de fichiers différents que de services producteurs »), elles sont insuffisamment décrites pour être utilisées et leurs consolidations / exploitations sont très coûteuses. Avoir des données harmonisées et de qualité sur l'ensemble des territoires afin de conduire et d'évaluer les politiques publiques, tel est le but de la standardisation pour le CERTU.

Créée en 2008, la COVADIS est commune aux ministères de l'Agriculture et de l'Écologie. Elle a pour mandat de standardiser les données géographiques échangées par les deux ministères et leurs partenaires. Pour ce faire, elle produit des « géostandards », des documents de spécifications que les données doivent respecter pour une meilleure interopérabilité.

Actuellement, 19 géostandards ont été validés (sur les PLU et les POS, les espaces protégés, l'éolien terrestre, la directive inondation, l'ANT, etc.). Cette standardisation se fait en trois étapes : la validation du périmètre (le standard s'applique-t-il à mon besoin, à mes données ?), la description des concepts métier (quelles sont les données définies ?) et la structure de mise en œuvre de ces données (comment organiser et stocker mes données) ?

Il ne s'agit pas d'uniformiser les données mais d'être dans le consensus (entre les obligations européennes, les objectifs nationaux, les besoins locaux...), pragmatique (opérationnel) et de proposer des standards extensibles (avec un noyau dur pouvant être enrichi localement) et compatibles. A terme, outre des gains de temps, d'amélioration des échanges entre organisations et les possibilités d'extensions au niveau local, il s'agit de se préparer à la mise en œuvre d'INSPIRE.

Signature du protocole d'accord entre PIGMA et l'IGN sur l'Adresse

Pascal BERTEAUD - *Directeur général de l'IGN*

Bruno LAFON - *Président du GIP ATGeRi*



Pascal BERTEAUD (IGN) et Bruno LAFON (GIP ATGeRi)

Source : PIGMA, juin 2013

Le GIP ATGeRi et l'IGN ont signé un protocole d'accord sur la mise à jour de données et leur intégration dans le référentiel géographique à grande échelle (RGE®). Cet accord vise l'amélioration continue de la qualité et de l'actualisation de la composante « Adresse » de cette base de données.

Les données sur l'Adresse constituent un enjeu majeur de l'action publique à l'ère du numérique. Elles jouent un rôle fondamental dans notre société comme localisant élémentaire et support d'un grand nombre d'informations, tant dans le secteur public que dans le secteur privé : actes administratifs, organisation des secours, gestion de la ville... Une adresse erronée ou incomplète est source d'inefficacité, d'erreurs, de risques.

A partir d'un service gratuit de remontées d'informations partagées (RIPart - <http://ripart.ign.fr/>), PIGMA et ses partenaires peuvent désormais transmettre à l'IGN, facilement et directement, toutes les mises à jour relatives aux adresses dont ils disposent sur leur territoire de compétence. De son côté, l'IGN s'engage à analyser ces données complétées ou corrigées et à les traiter pour les intégrer dans son RGE®.

Avec ce protocole, l'IGN, PIGMA et ses partenaires se dotent d'un cadre d'échange structuré et partagé, pour décloisonner l'information localisée et la rendre accessible à tous les acteurs de la sphère publique. Dès à présent, cette démarche de mise à jour implique deux communautés d'agglomérations, trois communautés de communes et deux communes, soit 122 communes et environ 215 000 habitants...

TABLE RONDE 2 : Vers une description commune des territoires...

Modérateurs : Pierre MACÉ / Christophe NICOLLE

GIP ATGeRi / Géopal

Les services de l'État et les collectivités territoriales basent leurs politiques sur des descriptions disparates des territoires. En parallèle, les IDG accompagnent les décideurs grâce à des données coproduites par des acteurs de la sphère publique et parapublique. Quelle est la contribution des IDG pour une description commune des territoires ? Quelle est la politique interministérielle en la matière ? Quels sont les enjeux stratégiques et financiers d'une telle problématique ?

Intervention de Robert BALANCHE

Office fédéral de topographie Swisstopo

[L'expérience de la Suisse en termes d'organisation de la mutualisation de la production et l'échange de donnée entre acteurs publics](#)

Dans ses dispositions, la loi fédérale suisse du 5 octobre 2007 sur la géoinformation (Loi sur la géoinformation, LGéo) prévoit que « les autorités fédérales, cantonales et communales, les milieux économiques, la population et les milieux scientifiques disposent rapidement, simplement et durablement de géodonnées mises à jour, au niveau de qualité requis et d'un coût approprié, couvrant le territoire de la Confédération suisse en vue d'une large utilisation ».

Dans les faits – la Suisse étant, depuis 1848, une Confédération constituée de 26 cantons et de 2 408 communes –, les négociations entre le niveau national et le niveau cantonal sur la publication des géodonnées et sur la mise en place d'une infrastructure nationale de données géographiques (INDG) sont longues. Les objectifs des différents acteurs diffèrent et, « comme les géodonnées concernent tout le monde, personne ne veut lâcher ses compétences ».

Swisstopo, l'Office fédéral de la topographie, est le centre de compétence de la Confédération suisse pour les informations géographiques : il élabore, entretient et renouvelle les bases géodésiques, topographiques et géologiques de la Suisse et produit des cartes du pays.

Il utilise différents modèles d'échange de données : gestion quasi-centralisée des données au niveau fédéral, agrégation des données commune à la Confédération et aux cantons, mutualisation des données de la Confédération. Chacun de ces modèles présente des avantages et des inconvénients en termes de mise à jour, d'homogénéité des données, de qualité... et de souplesse dans l'organisation des échanges.

Actuellement, l'infrastructure fédérale de données géographiques (Geo.admin.ch) intègre toutes les données du pays au sein d'un unique portail qui se décline en 5 langues, 16 offices fédéraux, 100 serveurs, 202 jeux de données de référence, 100 autres données thématiques... Il est accessible à partir de son homologue français, le Géoportail.

Intervention d'Amandine LAFFERRAIRE

Conseil régional d'Aquitaine

Un fond de plan commun pour décrire les réseaux ? Les utilisateurs ? Les services ? Les flux ?

« Les réseaux sont des ensembles interconnectés, fait de composants et de leurs interrelations, autorisant la circulation [...] de flux ou d'éléments finis » (source : Wikipedia). Aujourd'hui, les réseaux de communication cohabitent avec les réseaux informatiques, socioprofessionnels... Qu'il s'agisse de réseaux d'électricité, de gaz ou d'eau, tous sont basés sur des utilisateurs et des fournisseurs (« les composants ») et sur la fourniture de services contre paiements (« les flux »).

Pour que ces échanges se fassent, il est nécessaire de s'appuyer sur des infrastructures qui permettent de localiser avec précision et rapidement où sont localisés les composants du réseau. Ces infrastructures doivent donc associées des objets à des coordonnées géographiques (coordonnées X, Y, Z ; adresse...) et demeurer facile d'accès.

Avec une « Base Nationale Adresse » de référence (cf. travaux réalisés par le GT Adresse de l'AFIGEO) ou un « Référentiel voirie » de référence, chaque fournisseur ou gestionnaire pourrait interconnecter son système d'information avec une référentiel unique. Pour que ces référentiels constituent de réels dénominateurs communs, ils doivent être disponibles librement et gratuitement, pouvoir bénéficier d'actualisations rapides issues du terrain (suivant des processus communs), respecter le principe de subsidiarité.

Dans cette optique, le Conseil régional d'Aquitaine accompagne, via un projet pilote de standardisation des réseaux mené en partenariat avec l'AFIGEO, les collectivités et leurs groupements dans la cartographie de leur patrimoine d'infrastructures. L'objectif est d'assurer la transparence des opérations terrains (en réponse à la L.49² et à la réforme DT – DICT³) et d'accompagner l'interopérabilité des systèmes d'information des gestionnaires de services et d'infrastructures. A terme, il s'agit d'assurer la pérennité de la connaissance du territoire : des utilisateurs, des services, des infrastructures...

² Loi du 17 décembre 2009, dite « Loi Pintat », relative à la lutte contre la fracture numérique. Dans son article 27, cette loi impose notamment à tout maître d'ouvrage d'opérations de travaux sur les infrastructures de réseaux d'en informer l'organisme en charge de l'élaboration du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique.

³ L'arrêté d'application du décret « DT - DICT » a été publié au Journal officiel du 22 février 2012. Tous les maîtres d'ouvrage et entreprises de travaux devront faire leurs déclarations de projet de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) via un guichet unique.

Intervention de Fabien BLANCHET

Forum des Marais Atlantiques, Groupe de travail Biodiversité – Géopal

Bilan concret de la capitalisation des BD Biodiversité, exemple de coproduction de données

Le Forum des Marais Atlantiques a pour but de faciliter le développement d'une gestion intégrée et durable des zones humides des régions littorales. Il mène trois types d'action : diffusion des connaissances, accompagnement des acteurs dans les projets, animation de réseau. Aux côtés du Conseil régional des Pays de la Loire, il intervient en tant que chef de file « zones humides » en participant au plan régional, évaluant les mesures agro-environnementales (MAE) et animant le Groupe de travail (GT) « Biodiversité » de Géopal.

L'objectif principal de ce GT est de favoriser la mise en réseau des données naturalistes disponibles en Pays de la Loire ; à savoir : assurer la valorisation et la « traçabilité » des données via un catalogue ; diffuser de l'information géographique en fonction de profils identifiés ; créer et éditer des cartes thématiques. A ce jour, 90 lots de données et 25 cartes sont disponibles pour, environ, 150 structures adhérentes à Géopal.

Sur le catalogue en ligne, trois types de données sont disponibles : des données spécifiques (brutes) comme celles liées à l'occupation du sol ; des données qui décrivent et caractérisent le territoire (haies, mares, zones humides...) ; des données « Espèces » liées à un référentiel (point, ligne, polygone) qui permettent d'observer les évolutions faunistiques et floristiques. Pour une meilleure mutualisation, un socle commun d'attributs a été défini pour ces trois types de données. Même si certaines informations ne sont renseignées que partiellement, l'export vers Géopal offre ainsi une vision homogène sur la biodiversité en région.

A l'échelle nationale, la stratégie pour la biodiversité vise à l'harmonisation des informations sur l'ensemble du territoire. A partir d'indicateurs locaux, il s'agit de répondre aux spécificités régionales. Pour la région Pays de la Loire, l'intérêt porte sur les milieux littoraux, les zones humides, les forêts et les milieux ouverts. Dans quelques temps, ce GT pourrait donc devenir le SINP (Système d'information sur la nature et les paysages) régional. La dynamique est engagée dans ce sens...

Intervention de Yannick LEBEAU

SINP – DGALN – MEDDE

Le SINP et les observatoires régionaux de la biodiversité

Né en 2005 pour répondre aux enjeux de connaissance et de suivi de la biodiversité, le SINP s'est développé dans un contexte favorable à la mise en place de politiques environnementales : démarche Aarhus, directive INSPIRE, convention sur la diversité biologique, etc. D'ici fin 2013, un nouveau protocole d'adhésion (plus précis et structurant que celui instauré en 2007) sera publié.

Si le premier objectif du SINP est de « faciliter et organiser la mise en partage de l'information géolocalisée et numérisée sur la biodiversité et les paysages », ses missions sont plus larges : organiser les acteurs, fiabiliser la donnée, valoriser le travail des producteurs... Il fonctionne dans une démarche partenariale ouverte (principe de libre adhésion), fortement décentralisée (priorité donnée à l'échelon régional), suivant un principe de subsidiarité, dans une mouvance Open Data... Ses champs de connaissance sont nombreux : biodiversité spécifique, protection des espaces, habitats naturels ou semi-naturels, patrimoine géologique, etc.

Son architecture est structurée autour de trois niveaux. Le niveau « producteur » dispose d'un outil de saisie naturaliste en ligne (outil Open Source, paramétrable, qui offre une gestion simple des données-sources et des droits d'accès). Le niveau « régional ou thématique » travaille, quant-à-lui, à partir d'une plate-forme régionale ou thématique, sur laquelle il formate et consolide les données-sources, bancarise des jeux de données, qualifie les données élémentaires, etc. Le niveau « national » gère la plate-forme où apparaissent les données et métadonnées considérées comme des référentiels, propose un service de recherche et de découverte basé sur des flux OGC... Il établit la distinction entre les données sensibles (réservées aux autorités publiques) et les données non sensibles (accessibles à tous).

Les producteurs apportent leurs données, leurs connaissances du terrain, leurs expertises... mais aussi la confiance avec les acteurs locaux et des moyens pour alimenter et faire vivre le dispositif global. L'État et les collectivités locales apportent les référentiels et les outils (pas d'obligation d'utilisation des outils mais des standards), le cadre technique (qualification, standardisation...) et méthodologique, le cadre juridique (notamment sur le droit des producteurs de données) et organisationnel, des services (formation, accompagnement), etc. Les interactions entre le SINP et les dynamiques locales sont ainsi basées sur des relations « gagnant-gagnant ».

Intervention du Colonel François COLOMÈS

SDIS de la Dordogne

[Intérêt de la production d'un référentiel dans les missions du SDIS](#)

Avec 1 665 sapeurs pompiers volontaires et professionnels, 85 agents administratifs et techniques et 41 centres d'incendie et de secours, le SDIG de la Dordogne (SDIS 24) réalise plus de 27 000 opérations par an. Ses missions consistent à la mise à disposition des Maires et du Préfet les moyens d'intervention pour leurs pouvoirs respectifs en matière de : prévention et évaluation des risques de sécurité civile, préparation des mesures de sauvegarde et organisation des moyens de secours, protection des personnes, des biens et de l'environnement...

Pour effectuer leurs missions, les SDIS utilisent la cartographie de manière opérationnelle : localisation des interventions en temps réel, guidage des véhicules de secours, analyse et recensement des risques, préparation des plans de secours, analyse des projets d'urbanisme... Afin de se doter d'outils cartographiques efficaces, le SDIS 24 travaille, depuis plus de 10 ans, avec le GIP ATGeRi et 4 autres SDIS de la région sur des problématiques métier communes.

En tant que partenaire du GIP ATGeRi, le SDIS 24 enrichit les bases de données « généralistes », gérées par d'autres services, avec des informations qui lui sont propres. Il procède à la mise à jour des voies et adresses, au positionnement des hydrants, à la localisation de l'implantation des bâtiments et sites particuliers, au repérage des restrictions d'accessibilité des engins des sapeurs pompiers, aux relevés des pistes pour la Défense de la forêt contre les incendies (DFCI)...

En contrepartie, l'IDG lui apporte un appui technique adapté à ses besoins ; un catalogage et une plate-forme d'échange de données variées sur le territoire régional ; une aide sur l'administration des données, sur le développement de méthodes de travail et d'outils ; une assistance pour la formation des personnels ; une approche pluridisciplinaire... Ainsi, au travers du GIP ATGeRi, le SDIS 24 bénéficie des données d'autres partenaires à des fins opérationnelles tandis qu'il contribue à l'enrichissement des données et à la dynamique de partage mise en place en Aquitaine.

Intervention de Benoît GOURGAND et de Thierry TOUZET

CERTU / IGN

[Avancée des travaux du GT national sur la nomenclature d'occupation/usage des sols](#)

L'état des lieux actuel sur l'occupation du sol (OCS) fait apparaître des nomenclatures de plus en plus « locales », un besoin de description de plus en plus « fine » du territoire, des méthodes variables d'un acteur à l'autre et un contexte règlementaire (Grenelle II, loi de modernisation de l'agriculture...) favorable à la mise en place d'une nomenclature commune et cohérente.

Face à ce constat, un groupe de travail (GT) national s'est constitué autour du CERTU, de la DGALN et de l'IGN. Ce GT réunit environ 25 partenaires : des services de l'État (DREAL, DDT...), des collectivités locales (6 conseils régionaux et 2 conseils généraux), des centres régionaux d'information géographique (CRIGE PACA, GIP ATGeRi, SIG L-R, Géopal, CIGAL), des agences d'urbanisme, une école d'architecture, un parc naturel régional, etc. Ses missions sont de produire une analyse des éléments structurant le territoire, d'élaborer des prescriptions techniques et de promouvoir une solution commune et partagée.

A ce jour, les propositions du GT sont de produire l'information sur l'OCS à grande échelle autour de 4 attributs (la couverture, l'usage, la morphologie et la caractéristique du sol) en s'appuyant sur une ossature nationale (« squelette ») pour assurer une partition cohérente du territoire, asseoir une géométrie de référence et permettre un continuum géographique.

Le projet « Occupation du sol Grande Échelle Nationale » (OCS GE Nationale) de l'IGN s'appuie sur cette nomenclature, tout en privilégiant les échanges entre partenaires. A partir des données européennes (GMES, GOELAND 2, Corine Land Cover, INSPIRE) et des données locales sur l'OCS, l'institut constitue une base de données unique à grande échelle : il enrichit et intègre progressivement les différentes données selon un principe de « nomenclatures emboîtées », assurant ainsi un continuum national et une imbrication des bases à différents niveaux.

Les objectifs de cette BD sont de disposer d'un référentiel national homogène qui permette de suivre l'évolution de l'OCS ; compatible avec les autres couches du RGE® et référentiels sur l'OCS (régionaux, Corine Land Cover...); avec une précision équivalente à celle de la BD Topo® ; régulièrement mise à jour ; continue sur tout le territoire (y compris pour les départements d'outre-mer) ; conforme à INSPIRE ; validé par la communauté des utilisateurs... et qui offre plusieurs visions du territoire (les réseaux, la couverture du sol, l'usage du sol, etc.).

Pour réaliser ce référentiel, la stratégie de l'IGN privilégie les partenariats de production et les relations avec les partenaires locaux, portées par ses directions interrégionales. Le suivi du projet est assuré par un comité d'orientation (Comor) qui réunit une vingtaine de personnes. Ses missions sont de valider l'adéquation entre l'offre et les besoins, la méthodologie, l'emboîtement entre les différents échelons et de faciliter les échanges de données. Ce Comor est coprésidé par François SALGÉ (DGALN) et par Jean-Marc FRÉMONT (IGN).

Afin d'avancer sur l'élaboration de cette BD, le GT national a également lancé un appel à commentaires accessible, jusqu'à fin mai, sur : <http://www.geomatique-aln.fr>. L'idée est d'obtenir un maximum de réactions (mise en avant des incohérences, des questionnements, etc.) de la part des communautés d'utilisateurs à partir d'une note de cadrage, d'un tableau de répartition des informations (en 4 dimensions) et d'un jeu test (sur 2 dimensions) disponibles en ligne.

Dans l'absolu, dans la mesure où l'IGN identifie de nouveaux partenaires en région, une première version de la « BD OCS » devrait voir le jour d'ici 3 ans. A l'heure actuelle, les arbitrages sur les contributions financières des différents partenaires et sur le calendrier de réalisation de ce référentiel ne sont pas encore rendus. En complément du financement de l'État, il est attendu des cofinancements et des coproductions d'autres partenaires.

TABLE RONDE 3 : Actualités des CRIGEs

Tout au long de l'année, les CRIGEs, centres régionaux d'information géographique, travaillent collectivement au sein d'un groupe de travail animé par l'AFIGEO avec l'appui du CRIGEOS. Les Rencontres des dynamiques régionales sont l'occasion, pour toutes ces infrastructures de données géographiques, de se retrouver et de restituer l'avancée de leurs travaux. Retour sur les actions menées par le Réseau des CRIGEs entre 2011 et 2012...

Intervention d'Yves RIALANT

AFIGEO

[Le catalogue des IDG : Panorama des IDG en 2013](#)

L'AFIGEO est organisé autour de trois pôles : le Pôle Usages – Utilisateurs, le Pôle Entreprises – Industries et le Pôle Formation – Recherche. Chacun de ces pôles mène des actions visant le développement et la promotion de l'information géographique en direction d'un public spécifique.

Pour les infrastructures de données géographiques, le Pôle Usages – Utilisateurs propose principalement trois actions : l'organisation des Rencontres des dynamiques régionales en information géographique ; l'animation du [Réseau des CRIGEs](#) ; l'amélioration de la connaissance de l'écosystème des IDG via le projet européen eSDI-Net (enquête exhaustive, élaboration des différentes versions du [Catalogue des IDG](#), participation à la cérémonie des Best Practices Awards).

Centre de ressources sur les IDG françaises, l'AFIGEO a réalisé, à l'occasion de ces 7^{èmes} Rencontres, un panorama des plates-formes de mutualisation de l'information géographique. Cet état des lieux fait apparaître un nombre croissant d'infrastructures, notamment du fait de l'adoption de la directive européenne INSPIRE. Le Catalogue des IDG françaises recense, en 2013, 12 IDG nationales, 32 IDG régionales et 12 IDG départementales... avec leurs points communs et leurs spécificités.

Depuis 2009, à travers le Réseau des CRIGEs, une partie de ces IDG se retrouvent régulièrement pour travailler sur des projets : réunions téléphoniques mensuelles, réunions physiques bi- ou tri-annuelles, échanges de documents sur un site dédié... Entre 2011 et 2012, elles ont réalisé une synthèse fonctionnelle des IDG et des tests d'interopérabilité (entre les plates-formes, avec le Géoportail, le Géocatalogue...). Ces IDG ont également produit un Guide de recommandations et un poster qui a été présenté lors de la Conférence INSPIRE en 2012.

En parallèle, le Réseau des CRIGEs continue de se mobiliser pour que l'information géographique soit reconnue à juste titre dans les futurs contrats de projets État-Région (CPER) 2014 – 2020 : sensibilisation des élus via l'envoi d'un courrier aux préfets et présidents de Région par le Président de l'AFIGEO ; expertise et échange avec la DATAR ; veille et réunion de travail ...

Les actions 2012 et 2013 du Réseau des CRIGEs sont aussi tournées vers d'autres thèmes tels que les liens avec les portails Open Data (enquête, journées d'échanges, GT OGC et Open Data animé par le Pôle Entreprises – Industries de l'AFIGEO...) ; la production d'un référentiel Adresse unique (via le GT Adresse animé par le Pôle Usages – Utilisateurs de l'AFIGEO) ; la sensibilisation à l'évolution de la réglementation sur les réseaux ; etc.

Intervention de Jade GEORIS-CREUSEVEAU

Laboratoire LETG de Brest

Usages et pratiques des IDG pour la gestion des territoires

Partenaire de l'AFIGEO, le laboratoire LETG de Brest contribue à améliorer la connaissance sur les IDG. Par l'intermédiaire d'une de ses doctorantes, Jade GEORIS- CREUSEVEAU, il mène actuellement une étude sur les usages et les pratiques des IDG pour la gestion des territoires. Cette étude porte plus particulièrement sur les IDG côtières, leurs enjeux, leurs besoins, leurs usages et leurs perspectives.

L'objectif de cette étude est d'élaborer un modèle conceptuel d'IDG au service de la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) et de ses acteurs. Cette modélisation est prévue en deux étapes : (1) analyse nationale des usages et des pratiques des IDG et (2) analyse détaillée des points de vue et des niveaux d'appropriation des IDG par les acteurs de la GIZC.

Sur un total de 1 413 réponses (dont 729 d'exploitables), les premiers résultats font apparaître que les ressources et fonctionnalités des IDG utilisées sont, par ordre de priorité, les données et les métadonnées, les services Web, les espaces communautaires et le site éditorial. Pour 63 % des répondants, l'IDG permet à l'utilisateur ou à l'organisme qu'il représente de mieux gérer son territoire. Les bénéfices qu'en retirent les usagers sont essentiellement d'ordre informationnel, institutionnel et individuel. Dernier renseignement, les IDG nationales et régionales sont plus visitées que les IDG départementales ou internationales.

Les principales réussites des IDG résident dans la mutualisation, l'accès à des référentiels, le travail multi-acteurs, la connaissance des territoires... En revanche, les IDG gagneraient en efficacité sur la gestion du territoire en se dotant de nouveaux outils, en développant leur communication, en s'ouvrant à de nouveaux acteurs.

Cette étude multi-niveaux, multi-acteurs et multi-territoires est appelée à se poursuivre. Elle sera complétée par une analyse locale des interactions entre les IDG et la GIZC ; analyse qui passera par des entretiens, prévus entre avril et octobre 2013, avec des acteurs côtiers impliqués au sein des groupes de travail « Mer et Littoral » de certaines IDG régionales.

Intervention de Laurent PIGACHE

SIG L-R

Etude préalable à l'intégration des IDG dans la programmation 2014-2020

Une enquête réalisée auprès de 14 IDG montre qu'elles partagent, malgré leur grande hétérogénéité, un objectif commun : anticiper et élaborer, en concertation avec les acteurs locaux, des projets à long terme afin de consolider et pérenniser leurs missions. Un des moyens dont elles disposent est d'inscrire leurs missions dans le cadre du Fonds européen de développement régional (FEDER) et dans les futurs Contrats des projets État-Région (CPER).

Pour ce faire, les IDG doivent maîtriser les contraintes réglementaires imposées dans ces cadres européens : les 3 priorités fixées (TIC, Innovation et Aide aux PME), les 11 objectifs thématiques associés (ex. : Obj.1 – Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation), les fiches thématiques du diagnostic territorial stratégique national en cours de finalisation (par la DATAR, en lien avec les SGAR et conseils régionaux)...

L'analyse des CPER existants (2007-2013) prouve qu'il existe une grande disparité dans le positionnement des IDG mais leur priorité reste de renforcer l'attractivité / la compétitivité territoriale. Les IDG sont souvent présentées comme des projets d'aménagement numérique du territoire visant à la réduction de la fracture numérique et à l'appropriation des TIC par les PME. Elles sont considérées comme des projets d'aménagement structurant majeurs du territoire (à l'image d'un parc d'attraction ou d'un parc naturel régional).

Pour la programmation à venir (2014-2020), les opportunités se portent essentiellement sur 4 thèmes :

- Le déploiement du très haut débit (THD) est l'enjeu stratégique majeur qui peut porter les IDG au-delà de 2020. Il s'agit d'améliorer la double compétence SIG / THD, de devenir le point d'entrée des données réseaux géolocalisées, d'affirmer la légitimité des IDG vis-à-vis des gestionnaires de réseaux, de développer des services métier...
- Les images satellites haute résolution sont des innovations à forte valeur technologique. En profitant de l'effet d'entraînement sur le grand public, les objectifs sont d'élargir les usages des données existantes, de répondre aux attentes d'applications métier... et de créer du lien entre le monde de la recherche et celui des utilisateurs.
- L'Open Data est un concept porteur, en rapide évolution. A l'interface entre SIG et Open Data, les IDG peuvent contribuer au rapprochement régional entre ces deux sphères. Les enjeux sont de fiabiliser et structurer les données cartographiques libérées ; de libérer de nouvelles données ; de contribuer au développement des communautés Open Data...
- La représentation parcellaire cadastrale unique (RPCU) est attendue de longue date. Pour la période 2014-2020, les IDG pourraient participer à l'animation de la stratégie régionale sur le cadastre, fournir des données pour accélérer le processus, informer / former / accompagner les acteurs locaux dans cette évolution... et assurer légitimement le relais entre les acteurs locaux et nationaux (IGN et DGFIP).

Pour prévoir leurs missions futures, les IDG doivent poursuivre leur veille auprès des SGAR et des conseils régionaux tout en multipliant les enquêtes sur les besoins des utilisateurs. A l'AFIGEO et au Réseau des CRIGEs de les appuyer dans ce sens en définissant le périmètre d'harmonisation possible entre IDG, en créant un groupe d'experts sur la programmation opérationnelle 2014-2020... et en continuant à relayer ces actions à l'échelon national et européen.

VENDREDI 05 AVRIL 2013**ATELIERS : Les bonnes pratiques****Atelier 1 – Aménagement du territoire : urbanisme, réseaux****Modérateur : Alain DUPÉRET – IGN****François SALGÉ – MEDDE / METL****[Vers le géoportail national de l'urbanisme](#)**

A partir d'une idée évoquée à l'AFIGEO en janvier 2010, le MEDDE / METL développe une IDG nationale dédiée aux documents d'urbanisme. Dans un contexte propice à la numérisation et à la diffusion de ces documents (développement du Géoportail, projet GéoADS...), soumis à de forts enjeux européens et nationaux (INSPIRE, obligation de transparence en matière de réglementation, 20 mesures du Plan d'investissement pour le logement...), la loi Urbanisme Logement prévoit une ordonnance sur un géoportail national de l'urbanisme. Toutes les collectivités locales et les gestionnaires de servitudes devront fournir à l'État, au format CNIG, les documents d'urbanisme numérisés (POS, PLU...). A l'horizon 2017, 80 % des documents d'urbanisme devraient être mis à disposition gratuitement du grand public.

Patrice DUBOIS – DREAL Aquitaine**[Vers un géoportail de l'urbanisme en Aquitaine](#)**

En Aquitaine, fin 2008, les services de l'État (ex-Direction Régionale / Départementale de l'Équipement) ont engagé une démarche régionale pour disposer des documents d'urbanisme (POS, PLU, cartes communales) au format SIG. Cette démarche visait à accompagner les collectivités dans l'élaboration / la révision de leurs documents d'urbanisme, à produire des données au sein des services de l'État, à lancer un marché régional de numérisation. Sur la base d'un cahier des charges national, 1 200 documents d'urbanisme ont ainsi été produits et reversés dans PIGMA. Aujourd'hui, il s'agit de continuer à accompagner la diffusion de ces documents en fédérant les initiatives locales autour de PIGMA, en intégrant cette démarche régionale dans le dispositif national, en favorisant leur production et leur mise à jour, en développant de nouveaux usages... Le prochain chantier, en lien avec les gestionnaires de réseaux, portera sur la numérisation des servitudes d'utilité publiques.

Marie-Hélène LALANDE – ADACL 40**[Différentes applications d'une mutualisation des données SIG au service des collectivités landaises](#)**

La mutualisation des données est au cœur du dispositif de l'ADACL. Le partage de référentiels (via un Extranet mis à disposition des élus) permet de « connaître pour mieux anticiper » et de « conseiller et agir ». En termes de connaissance, il s'agit, par exemple, d'observer et d'analyser des zones d'activités à l'échelle départementale pour suivre l'évolution de l'occupation des principaux parcs d'activités, des disponibilités foncières, des prix de cessions... En termes d'action, un des exemples d'application est la définition et le calibrage des zones à urbaniser, notamment en fonction des réseaux. Dans les deux cas, l'intérêt de la coproduction de données réside dans l'accessibilité, l'exhaustivité, la qualité, la disponibilité de la donnée à différentes échelles... et le gain de temps, la qualité de travail, les économies d'échelle que cela représente pour les collectivités locales.

Camille GARCELON et Jérôme FUSEAU – A-URBA**[Le partage et la coproduction de données : l'exemple de l'agence d'urbanisme de Bordeaux](#)**

Agence d'urbanisme au service de l'intelligence territoriale, l'A-URBA se structure autour de 4 équipes : Socio-économie urbaine, Dynamiques territoriales, Projet urbain et Gestion et représentation des informations. Elle accompagne ses commanditaires sur des questions de stratégie, de planification et de programmation, d'innovation urbaine. Inscrite dans la démarche de mutualisation portée par PIGMA et ses partenaires, l'A-URBA s'appuie sur des outils, tels que les observatoires de l'habitat, pour analyser des dynamiques, partager des idées, débattre des enjeux, etc. Au-delà de simples tableaux de bord (présentant des indicateurs de précarité, des liens entre le revenu des ménages et le prix du logement...), ces observatoires sont, entre autres, des outils de partage et d'animation.

Eugénie MICHARDIÈRE – Conseil régional d'Aquitaine / Thomas PORTIER – APEM**[Annuaire participatif des services de proximité : Près de chez moi](#)**

A partir du 25 avril 2013, l'annuaire participatif géolocalisé des services de proximité en Aquitaine, « Près de chez moi » (<http://presdechezmoi.aquitaine.fr>), sera en service. Ses objectifs sont de fournir, aux citoyens et aux professionnels, un outil de connaissance des services existants sur leur territoire et les temps d'accès associés, d'améliorer la lisibilité des zones prioritaires pour l'aménagement du territoire en termes de services, de permettre aux collectivités de mieux répondre aux attentes et besoins de la population et des entreprises. Il réunit des partenaires nationaux (INSEE et DILA) et locaux (GIP ATGeRi, Université de Bordeaux 3, APEM - MOBIGIS). Ses données proviennent de l'INSEE, de l'IGN, de la CUB, de la SNCF, de Service-Public.fr, de SIRTAQUI... soit, environ, 700 contributeurs, y compris des citoyens, qui peuvent signaler des erreurs, proposer des modifications ou de nouveaux services...

Dominique GABRIEL – GRDF**[Le partenariat GRDF – PIGMA pour l'échange de données cartographiques](#)**

Avec 584 communes desservies, 11 290 km de réseaux de gaz, 392 000 clients... GRDF ne peut se passer de cartographie pour l'exploitation et la maintenance des réseaux, la conception des ouvrages, la réalisation des travaux, la réponse au décret DT – DICT ou la communication avec ses partenaires. Son schéma d'exploitation (pour les simulations, les études...) est au 1/2 000^{ème} tandis que sa cartographie de précision (pour la localisation des ouvrages...) est au 1/200^{ème}. Avec la nouvelle réglementation anti-endommagement, GRDF est incité à mutualiser ses plans et à disposer de mises à jour régulières. En tant que partenaire de PIGMA, GRDF bénéficie d'une convention d'échange qui lui garantit un environnement normalisé, une simplification des échanges grâce au regroupement des acteurs régionaux, une opportunité de partage des coûts, un accès à d'autres cartographies thématiques... et une occasion de renforcer sa collaboration avec les SDIS.

Conclusion

En Aquitaine, les expériences de coproduction de données sur les réseaux et sur l'urbanisme sont exemplaires. Tout en s'appuyant sur des données de base (l'adresse, la parcelle, l'occupation du sol...), ces expériences contribuent au partage et à la diffusion de l'information géographique à l'échelle nationale. Pour articuler ces démarches locales avec celles engagées sur le plan national (ex. : géoportail de l'urbanisme) et favoriser l'échange de bonnes pratiques, les acteurs régionaux peuvent compter sur le soutien du CNIG, de l'AFIGEO, du Réseau des CRIGEs.

Atelier 2 – Aménagement du territoire : littoral, agricole et forestier**Modérateur : Olivier DEGOS – Conseil régional d'Aquitaine****Olivier ROGER – DRAAF Aquitaine****[Observatoire de la reconstitution forestière suite à la tempête Klaus, un exemple réussi de partage de données](#)**

La tempête Klaus a touché, entre le 23 et le 25 janvier 2009, environ 593 000 hectares dont 223 000 à plus de 40 %... Face à ce constat, la DRAAF, le Conseil régional d'Aquitaine, le Conseil général de Gironde, la filière bois et d'autres partenaires locaux ont souhaité mettre en place un observatoire afin d'améliorer leur connaissance du territoire, suivre l'avancement des dossiers de nettoyage et de reconstitution et anticiper l'engagement des crédits. A ce jour, avec le soutien du GIP ATGeRi, 50 opérateurs contribuent à saisir, à la parcelle, des données relatives au suivi de la tempête : inventaire des dégâts, état d'avancement du nettoyage des parcelles, état d'avancement du reboisement, suivi financier et budgétaire des dossiers de demande de subventions... Cet observatoire sert aussi bien aux propriétaires qui souhaitent obtenir des informations actualisées sur l'état d'avancement de leur dossier qu'aux structures en charge d'aménager le territoire.

Pierre QUINET – DREAL Aquitaine**Mise en commun des informations sur la problématique de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers**

En Aquitaine, la question de la consommation du foncier est essentielle. D'une part, l'objectif est de comprendre la consommation actuelle des espaces naturels, agricoles et forestiers (qui en sont les propriétaires, comment fonctionne l'articulation entre ces espaces... ?). De l'autre, l'enjeu est de garantir la qualité du massif forestier aquitain tout en répondant aux enjeux de demain : développement de l'urbanisation, évolution de l'agriculture, implantation de capteurs photovoltaïques... Pour avancer objectivement sur ces projets de transformation foncière, il est nécessaire d'avoir une vision claire des évolutions passées et d'anticiper celles à venir, en s'appuyant sur des outils comme l'Observatoire de la reconstitution foncière. En charge de cette mission, le GIP ATGeRi analyse les manques (20 % de PLU non numérisés, 1 % de demandes de subventions non suivies...), avec le soutien d'un comité de pilotage propre à l'Observatoire...

Fabienne BENEST – IGN**[Evaluation de la ressource forestière et connaissance de l'occupation du sol : exemples de mise en œuvre de l'expertise de l'IGN en Aquitaine](#)**

Depuis le 1^{er} janvier 2012, l'IGN et l'IFN ont fusionné pour donner naissance à l'« Institut National de l'Information Géographique et Forestière » (IGN). L'institut s'est ainsi doté de nouvelles missions dont celle de constituer et de mettre à jour, sur le territoire métropolitain, un référentiel géographique de description des essences forestière : la BD Forêt®. L'objectif est de favoriser la connaissance et la description des milieux naturels tout en respectant la nomenclature nationale et la cohérence avec les autres couches du RGE® ; en restant ouverte à d'autres utilisations (études, valorisation, cartographie hors forêts, etc.). Cette base de données peut être enrichie, adaptée à la demande, intégrée à d'autres bases de données. En termes de production dans le domaine de la forêt, l'IGN réalise également des levés de terrain pour l'inventaire statistique, valorise ces données sous forme de publications, mène des études régionales en appui à la politique forestière...

Nicolas CASTAY – GIP Littoral Aquitain / Bruce AYACHE – BRGM**[Observatoire de la Côte Aquitaine : une expérience réussie de mutualisation autour du littoral aquitain](#)**

Plusieurs structures fédératrices de projets littoraux (GIP Littoral Aquitain, BRGM, ONF, Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, etc.) se retrouvent au sein de PIGMA et, plus particulièrement, de l'Observatoire de la Côte Aquitaine et du GT Littoral. Si les missions de l'Observatoire sont liées à la connaissance, à l'expertise, à la diffusion d'informations et à la communication sur le littoral, celles du GT Littoral sont d'identifier les besoins en données sur le littoral aquitain, de permettre aux participants d'échanger sur leurs actions respectives, de favoriser l'interopérabilité entre leurs outils, d'organiser une réponse commune sur les sollicitations visant la géomatique littorale, etc. En réponse à des besoins de terrain, une carte sur l'occupation du sol

(volet littoral) a ainsi été produite suivant 5 grands principes : économie, reproductibilité, compatibilité, référence et confiance dans les données.

Jean-Raphaël Gros DESORMEAUX et Maurice BURAC – SIG 972

[L'Information géographique, outil de l'aménagement du territoire insulaire : l'exemple de la Martinique](#)

SIG 972 est une association d'utilisateurs et producteurs de données géographiques en Martinique, dont l'infrastructure est hébergée au sein de l'université de Martinique.

Au-delà de la mise à disposition de nombreuses données métiers, support aux aménageurs du territoire terrestre, littoral et maritime, SIG 972 a instauré une stratégie partenariale autour de référentiels images (ortho photographie haute résolution...). L'acquisition de données Littho3D associée à un MNT constitue un précieux outil de description topographique et bathymétrique de la frange littorale de son territoire pour le suivi du trait de côté, courant marin, mouvements sédimentaires.... et pour l'aide à la planification d'évacuation en cas de tsunami. De part sa situation géographique au cœur de la zone caraïbe, et sa proximité avec la station de réception Spot en Guyane, la Martinique possède une forte expérience dans l'usage d'imagerie spatiale notamment pour la gestion des risques océaniques (plateforme Caribsat de détection de changements après le passage de cyclones).

Ces projets multipartenaires constituent une réelle opportunité pour SIG 972 d'animer une communauté d'utilisateurs, composés de collectivités, services de l'Etat, organisme de formation, centre de recherche (IRD) et entreprises. S'inscrire dans des projets de recherche innovants au service du suivi environnemental et de la gestion des risques est un axe fondamental que l'association souhaite promouvoir sur le long terme. Parmi les autres pistes d'action : sous l'appellation GéoMartinique, promouvoir une démarche d'ouverture des données géographiques, s'adapter à de nouveaux enjeux réglementaires tels que la géolocalisation des réseaux (télécom, eau, énergie...)...

Conclusion

A travers ces différentes présentations, il apparaît que l'information géographique est un support indispensable pour le suivi et l'anticipation de la gestion de crise, l'aménagement du territoire en fonction des enjeux fonciers, l'objectivation et la prise de décision politique, la transparence de l'action publique... Comme le montrent les projets portés par le GIP ATGeRi, les SIG sont des outils qui facilitent la concertation et la production entre acteurs ; des outils dont le formidable potentiel demeure loin d'être entièrement exploité.

Atelier 3 – Gestion des risques : quels services pour les territoires

[Modérateur : Colonel Luc CORACK – EMIZDS Sud-Ouest](#)

Colonel Guillaume LEROY – SDIS du Lot-et-Garonne

[Le partage de données au service de la gestion des risques en Lot-et-Garonne](#)

Pour le SDIS du Lot-et-Garonne (47), PIGMA est un outil stratégique d'aide à la décision qui permet de disposer d'une représentation cartographique d'un évènement et de son environnement, depuis la salle de crise de la préfecture et le poste de commandement opérationnel. Les données qui sont mises à disposition par l'ensemble des partenaires aquitains servent à anticiper, décider et agir pour informer les populations, gérer les axes de communication, gérer les évacuations et les hébergements, gérer les secours, maintenir l'ordre public, identifier les points sensibles, identifier et préserver les sites de la vie courante... Concrètement, la visualisation cartographique facilite la localisation des interventions en cours ou terminées, des zones immergées, des routes barrées, des terrains de camping ou des établissements de santé à évacuer.

Capitaine Stéphane BOUTAUDON et Cyril PATRAULT – SDIS d'Ille-et-Vilaine

[Gestion des risques, quels services pour les territoires ?](#)

Les sapeurs pompiers d'Ille-et-Vilaine se basent sur un Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) pour connaître l'inventaire des risques existants et déterminer les objectifs de couverture de ces risques sur le département. Pour les « risques courants » comme pour les « risques particuliers », le but est d'arriver au plus vite sur les lieux d'intervention en tenant compte des zones urbanisées, des décisions politiques, des installations industrielles... Le SDACR fait référence à de nombreuses données, tant géographiques qu'alphanumériques ou statistiques, collectées auprès de multiples acteurs. A terme, il aura des impacts sur l'organisation territoriale, le plan immobilier, celui d'équipement... du département. Il sera d'autant plus pertinent qu'il sera inscrit dans une logique de partenariat, de partage d'informations et de données, de cohérence de référentiel (notamment Adresse) au niveau département, régional et national.

Christophe SABOT – DREAL Midi-Pyrénées / Bassin Adour-Garonne

[Gestion des risques, quels services pour les territoires ?](#)

La directive inondation du 23 octobre 2007 est un cadre européen relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, visant à réduire les conséquences négatives [...] associées à ces phénomènes. Suivant une démarche progressive, il s'agit d'identifier les zones les plus exposées (identification des « territoires à risques importants d'inondation », TRI), de cartographier les risques dans ces zones et de mettre en œuvre une stratégie locale de gestion des risques. En matière cartographique, il est demandé, avant le 22 décembre 2013, des cartes de chaque bassin versant représentant le périmètre des TRI au 1/25 000^{ème}, respectant un standard validé par la COVADIS, sous format « papier » avec un rapport explicatif. Les enjeux à cartographier sont, par

exemple, le nombre indicatif d'habitants ou les stations de traitement des eaux usées. Ces données seront ensuite prises en compte dans l'aménagement du territoire à court, moyen et long terme.

Jean-Jacques RICHARD – DGPR / MEDDE

[De Cartorisque à Géorisques](#)

Géorisques, anciennement Cartorisque, est une plate-forme d'échange et de partage de données et d'informations cartographiques liées aux risques naturels et technologiques. Basé sur des flux interopérables (WFS et WMS), ce portail, dédié aux services du ministère, offrira prochaine une interface ouverte au grand public. Seront accessibles des cartes thématiques (sur les avalanches et les risques de montagne, par exemple), des dossiers (comme le Plan Séisme), une interface de navigation permettant de rechercher, à proximité de son habitation, l'ensemble des risques répertoriés (mouvements de terrain, activités industrielles...) et des documents associés (documents réglementaires, documents informatifs...). L'internaute pourra, entre autres, s'identifier via un module d'authentification, calculer des surfaces, faire des analyses thématiques simples... La version bêta devrait être accessible dès avril 2013 ; la version 1.2 en décembre 2013.

Roland NUSSBAUM – MRN / ONRN

[Présentation de l'Observatoire National des Risques Naturels](#)

L'objectif de l'Observatoire National des Risques Naturels (ONRN) est de regrouper, en un seul lieu, les informations sur les risques naturels. En partenariat avec le MEDDE et la CCR, la MRN anime cet observatoire dont la vocation n'est pas de produire des données brutes mais de structurer, cataloguer, qualifier, assembler / combiner des données mutualisées entre les différents producteurs (État, opérateurs de service public, collectivités...). Dans cette optique, l'ONRN a réalisé un état des lieux des données comprenant un annuaire des principaux organismes travaillant sur les risques naturels et un accès aux principales bases de données et observatoires relatifs à ce sujet. Il travaille également sur la production d'indicateurs (inondation, sécheresse...), la constitution de « fiches évènements », le développement de la V2 de son portail Internet, etc.

Qu'il s'agisse d'un service en ligne dédié à un SDIS, d'un schéma départemental élaboré par une préfecture, d'une directive européenne fixant des obligations cartographiques ou d'un portail Internet accessible par tous, les outils de gestion des risques continuent à se développer partout en France, autour de démarches partenariales. La coproduction et le partage des données restent au cœur de la réussite de ces initiatives, au service de la protection des biens et des personnes.

Conclusion des Ateliers

Selon Dominique CAILLAUD, Président de l'AFIGEO, ces trois ateliers thématiques démontrent qu'il n'existe pas de modèle standard unique pour faire vivre une communauté d'utilisateurs de SIG. Chaque acteur, chaque échelon territorial, a ses propres compétences et contribue à enrichir le

patrimoine national. Avec le Web 2.0, la « centralisation » disparaît : les données sont moissonnées là où elles existent, là où elles sont produites.

Les dynamiques partenariales sont à maintenir et à encourager à tous les échelons territoriaux, avec tous les partenaires. Elles ne peuvent exister sans l'adhésion des élus (« Prenez-en soin ; vos sorts sont liés ! ») et le regard de l'utilisateur, du consommateur. Dans un contexte d'économie d'échelle et de libéralisation de la donnée en direction du citoyen, l'information géographique représente de l'argent public... et demeure « un formidable levier économique, de richesse pour les territoires ».

TABLE RONDE 4 : La filière de l'information géographique

Modérateur : Stéphane SENACQ

Caisse des Dépôts et Consignations

Intervention de Matthieu NOUCHER et de Grégoire FEYT

Laboratoire ADES, Université Bordeaux III, Institut de Géographie Alpine

[La filière de l'information géographique : état des lieux, questions et enjeux méthodologiques](#)

Faire un état des lieux de la filière de l'information géographique (IG) consiste à identifier un ensemble cohérent d'acteurs et d'activités, impliqués dans la production de biens ou de services en lien avec la géomatique. A l'étranger, plusieurs organismes se sont essayés à l'exercice, aboutissant à des résultats hétéroclites. En France, les initiatives sont nombreuses et connexes : Annuaire des géo-entreprises (AFIGEO, GeoRezo et SIG La Lettre), Observatoire des pratiques géomatiques (EduTice), Observatoire géomatique en ligne (IETI Consultants)...

L'enjeu de réaliser un tel état des lieux est pressant et stratégique mais il est difficile d'appréhender la filière de l'information géographique de manière globale, dynamique et évolutive. L'IG existe en tant que telle mais la nature et les usages comme les acteurs et l'organisation qui la composent sont si disparates qu'il est préférable de parler de « système ». Si, pendant longtemps, l'information géographique était réservée à un « petit monde » (cercle restreint à certains professionnels et disciplines), elle est aujourd'hui pour tous, partout, à tout moment.

Au lieu d'être vu sous l'angle économique, le « système IG » peut, peut-être, être appréhendé sous l'angle de l'évaluation de l'action publique mais il persiste des enjeux méthodologiques et des questions existentielles : que produit l'information géographique, qu'est-ce que cela rapporte, qui à la légitimité de la donnée et de sa diffusion...?

Toutes ces questions font l'objet d'une recherche nationale, menée par le GDR MAGIS. Une dizaine de laboratoires sont ainsi impliqués dans une Action Prospective portant sur les « Usages de l'Information Géographique ». Il est envisagé d'organiser des séminaires afin de confronter les méthodes d'observation et de réaliser un travail sur les usages des référentiels géographiques... La

communauté des chercheurs souhaite ancrer ces travaux sur des problématiques opérationnelles en associant des réseaux tels que l'AFIGEO, OSM ou la FNAU.

Intervention d'Alain PRALLONG

Pôle Entreprises – Industries de l'AFIGEO

[Le Pôle Entreprises – Industries de l'AFIGEO ou l'observation de la filière géomatique](#)

Au sein de son Pôle Entreprises – Industries, l'AFIGEO a développé, avec GeoRezo et SIG la Lettre, GEO-ENTREPRISES, l'annuaire des géo-entreprises. Lancé en mai 2006, cet annuaire recense la plupart des entreprises françaises (outre-mer compris) spécialisées en information géographique. La version 2, ouverte en janvier 2013, recense déjà plus de 400 entreprises (majoritairement des TPE).

A partir des données saisies par les entreprises, l'AFIGEO a mis en place un observatoire de la filière. Basé sur des indicateurs tels que la localisation géographique, le chiffre d'affaires, le nombre de salariés ou les domaines de compétences des entreprises, cet observatoire reflète l'évolution de ce secteur en pleine expansion. En parallèle, l'AFIGEO a créé d'autres outils d'observation tels que le Catalogue des IDG, le Guide des bonnes pratiques sur les appels d'offres, l'annuaire des géoformations... et les productions réalisées par ses différents GT (Réseau des CRIGEs, GT OGC Open Data, etc.)

A leur échelle, les plates-formes de mutualisation impactent les entreprises en leur laissant une place dans leur dispositif : étude de faisabilité, appui à la maîtrise d'ouvrage, sous-traitance pour l'administration de la plate-forme ou l'animation de GT, prestations pour sa mise en œuvre ou sa maintenance, développement de partenariats publics-privés pour la production de données...

En outre, les IDG stimulent les activités des entreprises en se positionnant sur des enjeux prioritaires pour l'Europe : le renforcement de la recherche, du développement technologique et de l'innovation (objectif 1) ; l'amélioration de la compétitivité des PME (objectif 2). En développant de nouveaux services à valeur ajoutée pour les usagers, les plates-formes contribuent à faire évoluer l'offre des entreprises, à changer leurs habitudes commerciales et les poussent à innover.

Demeurent des questions sur la complémentarité et l'articulation entre acteurs du privé, entre les IDG et les entreprises avec des risques de concurrence sur certains marchés... Quid également de l'impact des IDG et des entreprises de la géomatique sur le tissu industriel départemental, régional et national.

Intervention de François GILBERT

Conseil régional d'Aquitaine

La filière géomatique, émergente à l'échelle nationale, se développe à grande vitesse en Aquitaine. Les rapprochements entre les acteurs publics et les acteurs privés sont beaucoup plus importants

que dans d'autres filières. Avec PIGMA, les principaux acteurs de la région se sont rapprochés autour d'un même projet.

Si, précédemment, les SIG étaient considérés uniquement comme des outils d'aide à la décision, ils deviennent des services au bénéfice de tous ; élus, organismes publics, gestionnaires de réseaux, TPE, citoyens.... Les partenariats publics-privés initiaux se transforment progressivement vers des co-investissements ; la production mutualisée de données et de services se transforment vers de la coproduction.

CLOTURE DES RENCONTRES

En conclusion, l'information géographique permet de structurer le territoire, de créer de la valeur ajoutée, d'optimiser les coûts et de rendre service aux élus comme aux citoyens. A tous de continuer à promouvoir, ensemble, ses usages. « Tout seul on va plus vite mais ensemble on va plus loin » !

Pierre MACÉ – Directeur du GIP ATGeRI et Yves RIALLANT, Délégué général de l'AFIGEO ont remercié l'ensemble des intervenants, participants et exposants venus nombreux, et félicité chaleureusement toute l'équipe du GIP ATGeRI pour l'accueil chaleureux et la parfaite organisation de ces 7èmes Rencontres.

ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ADACL 40	AGENCE DEPARTEMENTALE D'AIDE AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES DES LANDES
ADES	AMENAGEMENT, DEVELOPPEMENT, ENVIRONNEMENT, SANTE ET SOCIETES
AFIGEO	ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE
ANT	AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE
APEM	ASSEMBLEE PYRENEENNE D'ECONOMIE MONTAGNARDE
ATGERI	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET GESTION DES RISQUES
A-URBA	AGENCE D'URBANISME BORDEAUX METROPOLE AQUITAINE
BD	BASE DE DONNEES
BRGM	BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES
CCR	CAISSE CENTRALE DE REASSURANCE
CDC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
CERTU	CENTRE D'ETUDES SUR LES RESEAUX, LES TRANSPORTS, L'URBANISME ET LES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES
CIGAL	COOPERATION POUR L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EN ALSACE
CNIG	CONSEIL NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE
COMOR	COMITE D'ORIENTATION
COVADIS	COMMISSION DE VALIDATION DES DONNEES POUR L'INFORMATION SPATIALISEE
CPER	CONTRAT DE PROJETS ÉTAT-REGION
CRIGE	CENTRE REGIONAL D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE
CRIGEOS	CENTRE REGIONAL D'INFORMATION GEOSPATIALE (MIDI-PYRENEES)
CUB	COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX
DATAR	DELEGATION INTERMINISTERIELLE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ATTRACTIVITE REGIONALE
DDT	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
DFCI	DEFENSE DE LA FORET CONTRE LES INCENDIES
DGALN	DIRECTION GENERALE DE L'AMENAGEMENT, DU LOGEMENT ET DE LA NATURE
DGFIP	DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DGPR	DIRECTION GENERALE DE LA PREVENTION DES RISQUES
DILA	DIRECTION DE L'INFORMATION LEGALE ET ADMINISTRATIVE
DR - DICT	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS - DEMANDES D'INTENTIONS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
DRAAF	DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
DREAL	DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
DT - DICT	DECLARATIONS DE PROJETS DE TRAVAUX - DECLARATIONS D'INTENTIONS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
EMIZDS	ETAT-MAJOR INTERMINISTERIEL DE LA ZONE DE DEFENSE ET SECURITE
ERP	ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC
FEDER	FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL
FNAU	FEDERATION NATIONALE DES AGENCES D'URBANISME
GDF	GAZ DE FRANCE
GDR	GROUPE DE RECHERCHE
GE	GRANDE ECHELLE
GEOPAL	PORTAIL GEOGRAPHIQUE DES PAYS DE LA LOIRE
GFII	GROUPEMENT FRANÇAIS DE L'INDUSTRIE DE L'INFORMATION
GIP	GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC
GIZC	GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES
GMES	GLOBAL MONITORING FOR ENVIRONMENT AND SECURITY
GRDF	GAZ RESEAU DISTRIBUTION FRANCE
GT	GROUPE DE TRAVAIL
IDG	INFRASTRUCTURE DE DONNEES GEOGRAPHIQUES
IFDG	INFRASTRUCTURE FEDERALE DE DONNEES GEOGRAPHIQUES
IFN	INSTITUT FORESTIER NATIONAL
IG	INFORMATION GEOGRAPHIQUE
IGA	INSTITUT DE GEOGRAPHIE ALPINE
IGN	INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE
INSEE	INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
INSPIRE	INFRASTRUCTURE FOR SPATIAL INFORMATION IN THE EUROPEAN COMMUNITY

LEPAC	LABORATOIRE D'ETUDES POLITIQUES ET D'ANALYSES CARTOGRAPHIQUES
LETG	LITTORAL, ENVIRONNEMENT, TELEDETECTION, GEOMATIQUE
MAGIS	METHODES ET APPLICATIONS EN GEOMATIQUE ET INFORMATION SPATIALE
MEDDE	MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE
METL	MINISTERE DE L'EGALITE DES TERRITOIRES ET DU LOGEMENT
MIG	MISSION DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE
MRN	MISSION RISQUES NATURELS
OCS	OCCUPATION DU SOL
OGC	OPEN GEOSPATIAL CONSORTIUM
ONF	OFFICE NATIONAL DES FORETS
ONRN	OBSERVATOIRE NATIONAL DES RISQUES NATURELS
OSM	OPENSTREETMAP
PACA	PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
PIB	PRODUIT INTERIEUR BRUT
PIGMA	PLATE-FORME DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE MUTUALISEE EN AQUITAINE
PLU	PLAN LOCAL D'URBANISME
PME	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
POS	PLAN D'OCCUPATION DES SOLS
RCPU	REPRESENTATION PARCELLAIRE CADASTRALE UNIQUE
RGE®	REFERENTIEL A GRANDE ECHELLE (IGN)
RGPP	REVISION GENERALE DES POLITIQUES PUBLIQUES
RIPART	REMONTEES D'INFORMATIONS PARTAGEES
SDACR	SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ANALYSE ET DE COUVERTURE DES RISQUES
SDIS	SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SGAR	SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES
SI	SYSTEME D'INFORMATION
SIG	SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE
SIG L-R	SYSTEMES D'INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES EN LANGUEDOC-ROUSSILLON
SINP	SYSTEME D'INFORMATION SUR LA NATURE ET LES PAYSAGES
SIRTAQUI	SYSTEME D'INFORMATION REGIONAL TOURISTIQUE DE L'AQUITAINE
SNCF	SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
SUP	SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE
TAPIR	TRAVAUX D'AMENAGEMENT PROGRAMMES SUR LES INFRASTRUCTURES DE RESEAUX
THD	TRES HAUT DEBIT
TIC	TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
TPE	TRES PETITES ENTREPRISES
TRI	TERRITOIRES A RISQUES IMPORTANTS D'INONDATION
UML	UNIFIED MODELING LANGUAGE
WFS	WEB FEATURE SERVICE
WMS	WEB MAP SERVICE

LES ORGANISATEURS ET PARTENAIRES DES RENCONTRES

Les organisateurs



PIGMA – GIP ATGeRi

contact@gipatgeri.fr

www.pigma.org

AFIGEO

afigeo@afigeo.asso.fr

www.afigeo.asso.fr

Les partenaires Aquitains



Les entreprises exposantes

	<p>IGN 73, Avenue de Paris, 94165 SAINT-MANDÉ www.ign.fr - www.geoportail.gouv.fr</p>
	<p>SARL 3GRT 7 Rue des Aiguilles 13150 Tarascon info@3grt.fr - http://www.3grt.fr</p>
	<p>ACATUS Informatique 58, rue de Danton 92300 Levallois-Perret acatus-info@acatus.fr - www.acatus.fr</p>
	<p>Aerodata France 55 Boulevard de Strasbourg 59000 Lille, France info@aerodata-france.com - www.aerodata-france.com</p>
	<p>ALKANTE SAS 1 rue du Chêne Morand 35510 Cesson-Sévigné alkante@alkante.com - www.alkante.com</p>
	<p>APEI Aérodrome de Moulins-Montbeugny - BP 21 03400 YZEURE CEDEX apei@apei.fr - www.apei.fr</p>
	<p>BIONATICS SA 48, rue La Bruyère 75009 Paris info@bionatics.com - www.landsim3d.com</p>

	<p>Camptocamp France SAS Savoie Technolac, BP 352 48 avenue du Lac du Bourget 73377 Le Bourget du Lac Cedex geospatial@camptocamp.com - http://camptocamp.com</p>
	<p>Esri France 21 rue des Capucins 9195 Meudon Cedex info@esrifrance.fr - www.esrifrance.fr</p>
	<p>Géomatika SARL Technopole Izarbel Créaticité Bâtiment B 64210 Bidart. contact@geomatika.fr - www.geomatika.fr</p>
	<p>IGO SAS Espace Innovation 3 - 442, rue Georges Besse 30035 Nîmes cedex 1 contact@igo.fr - www.igo.fr</p>
	<p>Immergis S.A.S. PARC 2000 - 41, rue Yves Montand 34080 MONTPELLIER vlecamus@immergis.fr - www.immergis.fr</p>
	<p>INTERGRAPH FRANCE SAS Parc Silic, BP 50238 - 5 rue Le Corbusier 94528 Rungis France info-france@intergraph.com - www.geospatial.intergraph.com</p>
	<p>ISOGEO SARL 80, rue des haies 75 020 Paris contact@isogeo.fr - www.isogeo.fr</p>
	<p>SINTEGRA 11 Chemin des Prés 38240 Meylan info@sintegra.fr - www.sintegra.fr</p>

Les rédacteurs de la synthèse

La présente synthèse a été réalisée avec l'appui de DEWYNTER Conseil (Blandine DEWYNTER), Elise LADURELLE-TIKRY (AFIGEO) et nous remercions les personnes qui ont mis leurs notes à disposition Joël TIGNON (Conseil régional Nord-Pas de Calais et AFIGEO), Régine BONNET (Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole), Vincent HABCHI (Géomatique Expert)...